

PRISE EN CHARGE DES TOXICOMANES

Limiter l’usage systématique des médicaments

«*La prise en charge thérapeutique des toxicomanes doit se faire autrement qu’avec les substances médicamenteuses*», a estimé le professeur **Mustapha Khiati**, président de la Forem, lors de son passage hier au Forum du quotidien **El Moudjahid**. Le conférencier, qui s’est dit pour «la dépénalisation» de la toxicomanie, soutient que les toxicomanes sont «plus victimes que coupables» de leur comportement qui traduit, selon lui, «une situation de malvie et de désespoir profond».

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Pour le professeur Khiati, il est primordial de trouver une autre formule pour aider les toxicomanes à s’en sortir sans avoir recours systématiquement aux médicaments durant les cures de désintoxication en milieu hospitalier. Il s’agit de mettre en place des structures et «des centres thérapeutiques» destinés à accueillir les jeunes toxicomanes dont la thérapie repose essentiellement

sur la responsabilisation de la personne par un soutien psychologique, des activités culturelles et manuelles ainsi que d’autres petits projets. Dans la mesure où l’usage systématique des médicaments peut provoquer une nouvelle dépendance. Pour le moment, les centres thérapeutiques restent à l’état de projet. Si certaines wilayas ont exprimé leur volonté de coopérer pour la création de ces «centres thé-

rapeutiques», les réponses définitives à la proposition de la Forem n’ont pas encore été formulées par les autorités locales. Néanmoins, le fléau de la consommation de drogue en Algérie est d’ordre «global», a encore noté l’invité du forum, et sa prise en charge se conçoit dans un cadre aussi large qui nécessite par conséquent une intervention à plusieurs niveaux et surtout «l’implication de la société civile qui ne joue pas pleinement son rôle».

«Il faut faire jouer les comités de quartier et former les jeunes imams, les présidents d’association et les leaders d’opinion à la sensibilisation des jeunes», a également précisé le président de la Forem.

Actuellement, la prise en charge des toxicomanes se fait par la prise de traitements médi-

camenteux. Pour cette année, 5 545 toxicomanes ont suivi une cure de désintoxication dans des structures spécialisées.

Ces cures, dont le coût varie entre 70 000 et 500 000 dinars, durent entre 1 à 7 semaines. Ce qui est, de l’avis du professeur Khiati, «insuffisant». Les risques de rechute deviennent donc élevés.

Quelques chiffres à retenir : la dernière enquête de la Forem sur le phénomène de la consommation de drogue en Algérie a révélé que le taux de consommation de drogue est de 23% chez les lycéens d’Alger.

En 2008, 38 tonnes de résine de cannabis ont été saisies par les services de sécurité contre 1 tonne en 1993.

L. M.

TIZI-OUZOU

Journées euro-maghrébines d’hygiène hospitalière, de la qualité des soins et des infections nosocomiales

La CHU de Tizi-Ouzou abrite 2 journées scientifiques, ces 10 et 11 mars. Ces assises regroupent des sommités médicales nationales et étrangères, des spécialistes des hôpitaux algériens, tunisiens, français et espagnols pour débattre la qualité des soins, les maladies nosocomiales et l’hygiène hospitalière en général.

La première journée du 6^e séminaire scientifique, qu’organise le CHU depuis l’arrivée du D^r Mansouri à la direction de l’établissement, a connu une affluence record de participants, qui ont pris part aux communications hautement spécialisées portant sur de très nombreux aspects de l’hygiène hospitalière. Ouverte par l’intervention du D^r Mansouri, directeur du CHU de Tizi-Ouzou, cette première journée a été marquée par les communications du P^r Benhabylès, du CHU Mustapha-Pacha, sur la formation en hygiène hospitalière, du D^r F. Khyech, président de la

Société tunisienne d’hygiène hospitalière, de F. Toudert sur l’évaluation de la stratégie de lutte contre les infections nosocomiales, M.-K. Graba du ministère du Travail sur la contractualisation et l’amélioration de la qualité des soins, J.-M. Guérin, de l’hôpital Lariboisière de Paris, sur la gestion des risques... et par une allocution d’un représentant du ministère de la Santé, qui a salué l’initiative et l’assistance, annonçant, par ailleurs, la venue du ministre pour la clôture du séminaire, dont on attend, dit-il, d’importantes recommandations.

D’autres communications sur la gestion des sites implantables, l’hygiène des mains, les normes européennes et la tendance actuelle en stérilisation, la prévalence et les facteurs associés aux infections nosocomiales au CHU de Bel-Abbès et au CHU de Constantine... devaient être faites dans l’après-midi. L’évaluation de l’hygiène hospitalière et des infections nosocomiales au CHU de Tizi-Ouzou a débuté en janvier 2004, déclare le D^r Mansouri qui rappelle les conditions déplorables caractéri-

sant l’état des infrastructures et la vétusté des équipements. Il a, dans ce contexte, énuméré 9 facteurs à l’origine des infections nosocomiales (...). Les efforts de réhabilitation et de mise à niveau des infrastructures ainsi que la modernisation des équipements ont permis de ramener le taux de prévalence de 12,06 % en 2003 à 7,4 % en 2008. Il est actuellement de 6,5%, le taux d’incidence est passé de 7,56 % en 2004 à 5,55 % en 2007, indique le directeur du CHU de Tizi-Ouzou dans son allocution d’ouverture. A titre d’exemple et de comparaison, la prévalence moyenne est de 13 % au niveau national et de 5,5 % en France, a-t-il indiqué en marge de son allocution.

L’orateur s’étalera, par ailleurs, sur les actions engagées dans le cadre de la lutte contre les maladies nosocomiales au niveau de l’organisation, de la surveillance, de la formation, de l’information et des mesures d’ordre général, à savoir la réglementation des heures de visites, l’interdiction d’accès de denrées alimentaires, la mise en place de distributeurs de solution hydro-alcoolique. Abordant le volet des projections, l’orateur annonce la création d’une unité de stérilisation, la généralisation du non-tissé à 100 %, l’acquisition d’une nouvelle station de traitement des eaux usées et d’un banaliseuse pour le traitement des déchets à risques infectieux.

Malgré toutes les mesures et les lourds investissements engagés, le directeur signale quand même la persistance d’un certain déficit en hygiène lié, selon lui, à l’organigramme des établissements publics, en vigueur, donnant lieu, entre autres, à la disparité décisionnelle, à une dilution des responsabilités, à l’utilisation des personnels à d’autres fins.

A l’exemple des réaménagements apportés au sein de son établissement, à ce propos, il propose l’installation de véritables services d’hygiène au niveau des établissements publics, regroupant tous les secteurs de l’hygiène et confiés à des médecins et techniciens hygiénistes, la formation et la spécialisation en hygiène hospitalière, l’établissement des consensus et protocoles d’hygiène...

De nombreuses autres communications sont programmées pour aujourd’hui, suivies toujours de débats et de recommandations, à l’intention de la tutelle et des établissements hospitaliers, visant à minimiser les infections liées aux soins et améliorer sans cesse la prestation de services attendue et la qualité des soins.

La clôture qui sera rehaussée par la présence, annoncée, du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière est censée apporter des éléments nouveaux aux thèmes examinés par ce séminaire.

B. T.

SÉMINAIRE NATIONAL

La corruption et le blanchiment d’argent en débat

A l’initiative du Laboratoire mondialisation et droit national de la Faculté de droit de l’université de Tizi-Ouzou, des juristes, des magistrats, des responsables de pratiquement toutes les banques implantées en Algérie ainsi que d’autres entités concernées au premier chef, sont en conclave depuis hier pour un séminaire national — le premier du genre — traitant de la corruption et du blanchiment d’argent.

Le colloque se propose de servir de forum de vulgarisation, de sensibilisation et de prise de conscience auprès de la communauté nationale sur le phénomène de la corruption et du blanchiment d’argent, écrivent les initiateurs de ce séminaire auquel ont répondu plus de 160 potentiels intervenants après l’appel à communications lancé par les organisateurs.

C’est dire donc, combien il y a à dire et à dévoiler sur ce mal ayant pris des proportions alarmantes ces dernières années, tel que l’illustrent les rapports annuels y afférents d’organisations aussi bien locales que transnationales.

Les spécialistes, dont un représentant d’Interpol, ayant déci-

dé de prendre part à ce séminaire se sont penchés sur la notion d’infraction de corruption, les dispositions et les moyens de lutte contre la corruption et la coopération internationale dans ce domaine.

«La gravité de l’infraction de blanchiment d’argent» est le thème retenu pour débattre du second grand axe de ce séminaire avec les éclaircissements qu’apportera le professeur Boufella Boukhmis, un universitaire de Batna, à travers une intervention sur la réalité du blanchiment d’argent en Algérie, alors que Rebiha Hedjara, une juriste de l’université de Béjaïa, s’étalera sur les nouveaux procédés dans le blanchiment d’argent.

Tout en se proposant de vulgariser et sensibiliser auprès de la communauté nationale sur la corruption et le blanchiment d’argent, les initiateurs de ce séminaire rassurent sur le fait que «le législateur algérien, conscient du danger qui guette les équilibres et la gouvernance économique des autres pays, adapte les obligations conventionnelles en adoptant un ensemble de lois et de règlements et/ou répressions du crime de corruption, blanchiment d’argent. Les lois n°05/01 et 06/01 constituent l’ossature du dispositif mis en place».

A. M.

ÉLIMINÉ DE LA COURSE À LA PRÉSIDENTIELLE D’AVRIL PROCHAIN

Mohamed Hadeef s’explique et accuse

Le malheureux candidat à la candidature pour l’élection présidentielle du 9 avril 2009, le président du Mouvement national de l’espérance (MNE), M. Mohamed Hadeef, est revenu, hier lors d’un point de presse qu’il a tenu au Centre international de presse à Alger, sur les raisons de son élimination.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Pour M. Hadeef, il y avait une volonté de l’évincer de la compétition électorale dès l’annonce de sa candidature. Pour étayer ses dires, il s’appuiera sur la «censure» dont il aurait été victime ce jour-là par l’ENTV.

La chaîne de télévision publique l’avait ignoré durant toute la période qu’a duré la campagne de collecte des signatures exigées pour présenter sa candidature, a-t-il dit. «Sinon, pourquoi n’a-t-on pas voulu m’inviter comme toutes les autres personnalités politiques durant cette période-là ?

Cette ignorance a été soigneusement entretenue», a-t-il indiqué. Il dira ensuite qu’il était conscient dès le départ des difficultés qu’il allait rencontrer. «J’étais résolu d’aller jusqu’au bout

de mon choix mais en cours de route on se retrouve face à des procédés honteux et à des manières déshonorantes», a-t-il dénoncé. La légalisation des formulaires au niveau des mairies est citée comme l’une des raisons qui ont coupé l’herbe sous le pied à Mohamed Hadeef.

«Certains élus qui sont venus exercer de la politique par accident ont refusé de me légaliser mes formulaires.

Ils ont adopté à notre rencontre une attitude perverse qui n’honore pas la pratique politique dans notre pays», a-t-il affirmé en ajoutant que certains de ces formulaires ont été carrément détournés. Sans trop s’attarder sur ce point.

Il confiera aussi avoir acheminé une moitié des 75 000 signatures exigées sept minutes après l’expiration du délai qui a été fixé à tous

les candidats à la présidentielle pour déposer leur dossier de candidature au niveau du Conseil constitutionnel.

La date-butoir pour déposer les dossiers de candidature était fixée, rappelons-le, au 28 février 2009, avant minuit. Le président du MNE affirme avoir déposé un recours auprès de cette institution mais il n’a jamais obtenu une réponse. «Je comprends le dégoût et la frustration des Algériens qui attendaient avec patience notre participation», a dit M. Hadeef qui refuse que les concurrents de Abdelaziz Bouteflika soient considérés comme des lièvres. «Hélas, nous avons voulu donner un sens et une certaine crédibilité à ce scrutin, mais cela n’a pas été le cas», ajoutera-t-il. Mohamed Hadeef, politologue et spécialiste de la politique, considère son élimination comme «une façon implicite de nous empêcher de participer à la vie politique dans notre pays.

C’est une manière pernicieuse de nous

dénier notre droit de participer à ces élections». Pour lui, le multipartisme national est perverti et les partis démocrates manquent de conviction politique. Mohamed Hadeef n’hésitera pas à qualifier certains partis de la mouvance démocratique de «démocrates de circonstance». Il évitera toutefois de citer des noms.

Le conférencier s’est montré également convaincu qu’il n’existe plus d’élite politique en Algérie et a traité ceux qui s’attaquent à son parti de jaloux.

Le président du MNE, qui se dit être victime de la hogra, caressera dans le sens du poil le FLN de Belkhadem et le président de la République dont il dit qu’il fait tout pour instaurer une meilleure transparence du scrutin. Il dira, cependant, que son mouvement ne se prononcera en faveur d’aucun candidat et n’appellera pas les électeurs au boycott ni à aller voter le jour du scrutin.

L. M.